Est-il possible d’effacer la dette de la France, comme l’affirme Mélenchon?

écrit par Alain Falento | 27 octobre 2022

C’est une des vieilles marottes de la gauche, et particulièrement de Mélenchon : l’annulation de la portion de la dette de la France et de celle d’autres pays européens, détenues par la Banque centrale européenne (BCE).

A mon sens, il n’est pas constructif de rejeter cette idée d’un revers de main méprisant, ou de la moquer en ricanant, comme le font régulièrement les journalistes économiques dans les médias. La vérité est que nous y avons tous pensé au moins une fois ; pour quelle raison une banque centrale, qui crée de la monnaie à sa guise, ne pourrait pas annuler une dette ? Pour quelle raison la main droite qui prête à la main gauche ne serait pas en mesure de mettre fin à cette situation d’endettement massif qui a mis notre pays au bord du gouffre ?

Avant d’entrer dans les détails, si Mélenchon était une personne raisonnable et rationnelle, il commencerait par se

demander pour quelle raison un pays comme le Japon, qui est endetté à hauteur de plus de 300% de son PIB, et dont la dette est en très grande majorité détenue par des Japonais et des institutions japonaises, ne l'a pas fait depuis longtemps, si c'était aussi simple. Il aurait également dû se poser la question de savoir pourquoi tous les grands théoriciens de l'économie, qui se sont succédé depuis des siècles, n'ont jamais proposé d'annuler purement et simplement la dette des États. Le monde n'a pas attendu la naissance de Mélenchon pour se poser ces questions.

Tout d'abord, l'annulation de la dette d'un État de la zone euro se heurterait immédiatement à l'article 123 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) qui précise que la BCE ne peut pas financer les déficits d'un État membre, ni en effacer la dette. C'est cela que feraient valoir les Allemands et les Hollandais, par exemple, et qui mettrait fin immédiatement au débat.

Cependant, les statuts de la BCE sont bafoués depuis plus de 10 ans, depuis qu'elle s'est mise à acheter massivement la dette de certains pays du Sud. Rappelons que cette dernière détient 30% de la dette italienne, soit 750 milliards d'euros. Par conséquent, il n'est pas complètement farfelu de considérer qu'en cas de risque majeur d'explosion de la zone euro, une telle solution soit envisagée. Nous poursuivrons donc notre expérience de pensée en admettant qu'une négociation ait lieu et qu'il soit décidé de ramener la dette de l'Italie et de la France à un niveau de 100% du PIB, afin de leur permettre de survivre.

Bien évidemment, les banques centrales des différents pays, qui sont actionnaires de la BCE, verraient ceci d'un mauvais œil, car cela les priverait, et a fortiori les États concernés, d'une source de revenu de quelques milliards. Cependant, étant donné la petitesse des sommes en jeu comparée au cataclysme de l'explosion de la zone euro, il n'est pas déraisonnable de penser que les banques centrales nationales

finiraient par se voir forcées d'accepter.

D'un trait de plume, les comptes publics de tous les pays de la zone euro se retrouveraient donc ainsi purgés de ces dettes insupportables. Bien entendu, les pays concernés, accrocs à la dette, et dont la gabegie est devenue un style de vie, continueraient sur la même tendance que par le passé à générer des déficits abyssaux.

S'il est possible d'effacer la dette une fois, sans conséquence, pourquoi alors ne pas l'effacer à échéances régulières ? Tous les dix ans, par exemple, nous pourrions remettre les compteurs à zéro, sans conséquences néfastes, bien entendu. Si l'endettement n'a plus de limite, il pourrait même être envisageable de ne plus passer du tout par le marché, de supprimer l'article 123, et de financer directement les pays. Ce serait beaucoup plus simple. Allons encore plus loin ; si l'argent peut être créé à volonté, et la dette effacée, il serait même plus raisonnable de supprimer les complications administratives en faisant livrer chaque année à chaque citoyen de la zone euro un mètre cube de biftons de 500 euros, qu'il pourra dépenser à sa guise. Cela supprimerait ainsi tous les problèmes d'élaboration de budget et toutes ces histoires de 49.3 qui compliquent la vie politique.

En réalité, cette solution a déjà été envisagée et appliquée, à la fin des années 2000, par un pays africain : le Zimbabwe. *Mougabe*, le Président à vie, avait même permis aux citoyens d'imprimer eux-mêmes les billets chez eux. Lorsque le nombre de zéros dépassait le nombre de 15 ou 18, il était décidé que vous pouviez en rayer 3 vous-même, et on procédait à un regroupement du nominal. La population avait ainsi l'impression que, pendant un instant, les prix étaient divisés par mille. La limite à ce système ne dépend que de la capacité du pays à fournir le papier et l'encre nécessaires à leur impression. Le seul petit problème, c'est que l'inflation avait atteint les 530 000 000 %, et que le pays sombrait dans une misère crasse.

Vous pouvez faire à peu près tout ce que vous voulez avec votre banque centrale et votre monnaie, mais il y a une chose qui restera hors de portée : obliger les autres pays à acquérir votre devise. Seuls les États-Unis ont ce privilège et ils le défendront à tout prix, même militairement.

Même si la dette de la France était complètement annulée, il nous faudrait quand même acheter des matières premières, dont le prix est fixé en dollars. Dans le cas de l'achat d'un baril de pétrole, par exemple, il vous faudrait aller sur le marché des devises et y trouver une contrepartie qui accepterait de vous donner des dollars contre vos euros. Si votre inflation est à 7 chiffres, personne au monde ne prendra ce risque, car il aurait la certitude que la monnaie de singe que vous lui donneriez se dévaloriserait à l'instant même de la transaction. En résumé, nous ne serions plus en mesure d'acheter quoi que ce soit à l'étranger. Bien entendu, les populations de la zone euro se détourneraient de l'euro et commenceraient à utiliser le dollar américain pour leur vie quotidienne. Il en est ainsi dans tous les pays dont la monnaie locale est décrédibilisée.

Il est extrêmement regrettable que des personnalités politiques de premier plan entretiennent leurs électeurs dans des chimères comme l'annulation de la dette par la Banque centrale. Il n'y a qu'une solution au problème de notre dette et elle passe par un retour au franc.

Bien entendu, une sortie de l'euro et un retour à notre monnaie nationale ne seraient d'aucune utilité s'ils ne s'accompagnaient pas d'une stratégie de réindustrialisation. Il ne faut pas avoir la naïveté de penser que cela résoudrait tous nos problèmes économiques d'un coup de baguette magique. Notre monnaie se dévaluerait par rapport à ce qu'est l'euro actuellement et les agences de notations américaines nous considéreraient immédiatement comme en défaut si nous décidions de rembourser notre dette en francs, nous privant pendant quelques années d'accès au marché de la dette. Les

scenarii ont déjà été simulés au sein de toutes les grandes banques. Un retour au franc doit impérativement être adossé à une politique industrielle ambitieuse, et rapide, afin de compenser par la croissance l'inflation qui en résulterait.

Les dirigeants politiques n'ont que le mot souveraineté à la bouche, ces derniers temps. C'est effectivement la seule solution pour nous sortir du marasme. Cependant, rien ne serait pire que recouvrer notre liberté et de mal en user. Il suffit pour s'en convaincre de regarder ce qu'a accompli *Liz Truss* en quelques mois au Royaume-Uni.

La seule vraie question qui mérite d'être posée est la suivante : possédons-nous des dirigeants d'une envergure suffisante afin d'être en mesure de piloter un tel projet ? Il est certain qu'il n'est pas envisageable de confier cette tâche à un Macron, un Le Maire, un Castaner ou à une Belkacem.

Mais surtout, le peuple français a-t-il vraiment envie de reprendre son destin en main, ou préfère-t-il être administré par la Commission européenne plutôt que gouverné démocratiquement ?

Alain Falento

https://ripostelaique.com/est-il-possible-deffacer-la-dette-de-la-france-comme-laffirme-melenchon.html